



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

MACRON À L'ÉLYSÉE, PHILIPPE A MATIGNON

DÈS MAINTENANT, L'URGENCE EST À LA PRÉPARATION DE LA RIPOSTE SOCIALE !

BULLETIN NPA PSA POISSY

18 MAI 2017

À peine installé à l'Élysée, Macron vient de nommer Édouard Philippe comme premier ministre. Député-maire du Havre, ex-membre du cabinet d'Alain Juppé, ce politicien a fièrement revendiqué d'être « *un homme de droite* ». Opposé au mariage pour tous, favorable à la loi Macron, impliqué dans le pillage de l'uranium au Niger, Philippe défend sans état d'âme les intérêts du grand patronat.

Mais quelle importance pour Macron qui voulait « *réunir la gauche et la droite* » dans le même gouvernement pour lancer son offensive contre le monde du travail et les classes populaires. Avec ce rassemblement, même plus besoin de l'alternance au pouvoir de la droite et de la gauche pour mener une politique antisociale !

DES ATTAQUES TOUS AZIMUTS

Pendant sa campagne électorale, Macron n'a rien caché de ses objectifs : amplifier la démolition du Code du travail, plafonner les indemnités accordées par les Conseils de prud'hommes en cas de licenciement abusif, remplacer le financement de l'assurance chômage par un impôt se substituant aux cotisations sociales, modifier en profondeur le système des retraites pour diminuer encore plus les pensions des retraités, supprimer 120 000 postes de fonctionnaires.



POUR LA CASSE DU DROIT DU TRAVAIL, C'EST DU LOURD

Macron veut renvoyer à la négociation au niveau de l'entreprise, là où le rapport de force est le moins favorable aux travailleurs, la quasi-totalité des droits actuellement garantis par la loi ou les accords de branche. Ce serait le cas pour les salaires (hormis le salaire minimum) ou les règles en matière de santé et de sécurité. Les référendums, introduits par la loi El Khomri, seraient généralisés pour faire valider par les salariés soumis au chantage à l'emploi, des accords refusés par une majorité de syndicats.

La fusion des délégués du personnel, du CE et des CHSCT permettrait encore de supprimer les délégués du personnel trop revendicatifs et les CHSCT trop gênants pour les patrons.

Quand à la méthode, pour essayer d'empêcher toute riposte, ce sera un recours aux « ordonnances » pendant l'été, encore plus expéditif que la loi travail que Valls avait fait passer à coups de « 49-3 ».

CONTRE TOUTES CES ATTAQUES, C'EST TOUT DE SUITE

Certains nous racontent qu'il faut encore attendre les élections législatives. C'est le cas de la « France Insoumise » de Mélenchon qui veut croire à la possibilité d'élire une majorité qui aurait les moyens d'appliquer son programme. Pour lui, en dehors du bulletin de vote, pas de salut.

Du côté des directions syndicales, c'est l'attentisme. Pour la direction de la CFDT, mais aussi de la CFTC, de la CFE-CGC et de l'UNSA, le programme de Macron est globalement positif. Seule la méthode serait critiquable. Et du côté de la direction de la CGT, rien de concret pour l'instant, si ce n'est le souhait de « redéfinir » le « cadre » du « dialogue social » ! Alors qu'il n'y a strictement rien à attendre du soi-disant « dialogue social ».

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est au contraire de construire l'affrontement contre la politique annoncée de ce gouvernement. Parce que ce ne sont pas les combines parlementaires et gouvernementales qui permettront de changer les choses. C'est si nous sommes des millions dans la rue et en grève.

C'EST DANS LA RUE QUE ÇA SE PASSE

La colère et la volonté de se mobiliser existent. Le 22 avril, veille du 1^{er} tour de la présidentielle, puis le 8 mai, au lendemain du 2nd tour, des milliers de personnes ont manifesté pour affirmer que c'est dans la rue que ça doit se passer. A Whirlpool ou GM&S Industry, les salariés crient leur colère contre les licenciements. Il faut s'appuyer sur cette colère, soutenir celles et ceux qui luttent et encore amplifier la riposte.

Car se battre contre les attaques patronales et gouvernementales, c'est aussi tout faire pour éviter le pire, le détournement de notre colère par notre pire ennemi, l'extrême droite en embuscade. La riposte, par la grève, par les manifestations, c'est maintenant que ça se prépare !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



À WHIRLPOOL COMME AILLEURS, INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

Après 12 jours de grève chez Whirlpool Amiens, la direction a lâché des indemnités de licenciement allant jusqu'à 80 000 €. Mais la fermeture de l'usine va laisser plus de 500 travailleurs sur le carreau, qui s'ajouteront à tous ceux partis lors des précédents plans sociaux.

La faute de l'Europe ou de la concurrence internationale, comme le prétendait Marine Le Pen sur le parking de l'usine la semaine dernière ? Pas du tout ! Plutôt celle des actionnaires... Pas assez satisfaits des 850 millions de profits réalisés l'an dernier, ils veulent encore s'engraisser en allant exploiter d'autres salariés dans des conditions plus dures. Pour les faire reculer, la seule solution c'est de se battre pour nos conditions de travail et nos salaires. Tous ensemble. Par-delà les frontières

MONSANTO, FIRME TOXIQUE

Des militants écologistes ont réuni des vrais juges et avocats à La Haye dans un procès fictif contre Monsanto, principal trust des OGM et des pesticides. Le procès n'a qu'une valeur symbolique, mais il a permis d'exposer les agissements criminels de la firme américaine.

Celle-ci a falsifié des études scientifiques et commercialisé des polluants tout en sachant leurs effets néfastes sur la santé. De l'agent orange, défoliant toxique utilisé par l'armée américaine au Vietnam, au Roundup, herbicide dangereux pour la santé humaine, les animaux, les sols et les plantes, la multinationale a fait passer ses profits avant notre vie.

De ce monde là, nous n'en voulons pas !



GM&S, L'ÉTAT AUTANT RESPONSABLE QUE RENAULT ET PSA

Les ouvriers de l'usine de l'équipementier automobile GM&S à La Souterraine dans la Creuse luttent contre le démantèlement de leur usine mis en redressement judiciaire depuis le mois de décembre 2016.

PSA et Renault sont directement responsables de cette asphyxie faute de commandes passées à cette usine. L'Etat est actionnaire de ces deux groupes automobiles et Macron ancien ministre de l'économie de Hollande s'était directement impliqué dans la restructuration de l'industrie automobile française. Ils auraient les moyens d'imposer à PSA et à Renault une reprise de leurs commandes. Mais comme pour la firme multinationale Whirlpool, ils laissent faire.

Baladés depuis des mois, ces ouvriers occupent leur usine et se mettent en situation de légitime défense, en menaçant de la faire sauter alors que Macron vient de prendre les reines des institutions de la Vème République.

Une manifestation de soutien a eu lieu ce mardi devant l'usine, avec des délégations de nombreuses entreprises, et c'est bien une manifestation nationale de soutien qu'il faut organiser. Ceux de GM&S Industry peuvent et doivent gagner contre la fermeture de l'usine !

LA CHINE : L'EMPIRE DU MILIEU DE GAMME

Des salaires pas chers, un système autoritaire qui maintient l'ordre social à coup de matraque, un gigantesque marché... De quoi faire rêver n'importe quel capitaliste, dont Ghosn, qui entend profiter du Salon de l'automobile de Shanghai pour accroître la part de Renault dans les 28 millions de voitures vendues chaque année en Chine. C'est sûr qu'il y a de la marge : 20000 ventes en 2016, c'est un record facile à doubler !

Mais en lançant de nouvelles productions à l'usine de Wuhan et en développant le réseau commercial pour écouler des SUV « gamme moyenne » par centaines de milliers, Ghosn et ses amis se voient déjà palper les billets...dont nous ne verrons jamais la couleur.

Et tant pis si les Chinois étouffent sous des nuages toxiques, pourvu qu'ils consomment !

EMISSIONS POLLUANTES : ET DE QUATRE !

Après Volkswagen, Renault et Fiat-Chrysler, PSA est à son tour suspecté dans les affaires d'émissions polluantes de moteurs diesel. PSA est mis en cause pour "tromperie sur la qualité substantielle et les contrôles effectués avec cette circonstance que les faits ont eu pour conséquence de rendre les marchandises dangereuses pour la santé de l'homme ou de l'animal".

La triche concerne plusieurs constructeurs, donc l'industrie auto dans son ensemble. Au-delà des procédures judiciaires en cours, c'est le procès de la recherche du profit à tout prix, c'est-à-dire du capitalisme, qu'il faut instruire.

DES BÉNÉFICES SUR LE DOS DE LA POPULATION

La Grèce de Tsípras a annoncé cette semaine un excédent budgétaire de 3,9 % pour 2016. Mais ce n'est une bonne nouvelle que pour les banques et les capitalistes européens qui comptent sur le remboursement de la dette grecque. Car les travailleurs, eux, ont durement payé cet excédent par une politique d'austérité drastique depuis 2008 : baisse des salaires de 38 % en moyenne, diminution des pensions jusqu'à 30 %, coupes dans les services publics, suppressions d'emplois, etc.

Et ce n'est pas fini, car le gouvernement de Tsípras, dit de « gauche radicale », a voté un budget 2017 encore plus austère que le précédent. Pour faire reculer l'austérité, pas possible de compter sur lui ou un autre sauveur. C'est dans les luttes que ça se passera.

MACRON CHOUCHOU DES PATRONS ET BANQUIERS

Emmanuel Macron a fait sa carrière de banquier d'affaires chez Rothschild & Co avant de se lancer dans la politique. Soutenu par le PS, LR et Pierre Gattaz, patron du MEDEF, il se voyait déjà président et annonçait la couleur : pour casser le code du travail, il gouvernera par ordonnances. Ceci permettra aux patrons d'aggraver encore plus nos conditions de vie et de travail, déjà bien attaquées par les accords de compétitivité Renault et PSA.

Au lendemain du 1^{er} tour, les titres des banques avaient bondi de 8% à la bourse de Paris ... tout un programme !

Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter: npa.poissy@gmail.com ou 06.80.73.86 77